

# SÉNAT

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1977-1978

Annexe au procès-verbal de la séance du 22 novembre 1977.

## RAPPORT GÉNÉRAL

FAIT

au nom de la Commission des Finances, du Contrôle budgétaire et des Comptes économiques de la Nation (1), sur le projet de loi de finances pour 1978, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

Par M. Maurice BLIN,

Sénateur,  
Rapporteur général.

TOME III

LES MOYENS DES SERVICES ET LES DISPOSITIONS SPÉCIALES  
(Deuxième partie de la loi de finances.)

ANNEXE N° 29

Services du Premier Ministre.

V. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN

Rapporteur spécial : M. Anicet LE PORS.

---

(1) Cette commission est composée de : MM. Edouard Bonnefous, président ; Geoffroy de Montalembert, Paul Ribeyre, Jacques Descours Desacres, Henri Tournan, vice-présidents ; Joseph Raybaud, Modeste Legoux, Paul Jargot, Yves Durrand, secrétaires ; Maurice Blin, rapporteur général ; Charles Allès, René Bailayer, Roland Boscardy-Monsservin, Jean Chamant, René Chazelle, Bernard Chochoy, Jean Cluzel, Marcel Debarge, Henri Duffaut, Marcel Fortier, André Fosset, Jean-Pierre Fourcade, Jean Francou, Gustave Héon, Daniel Hoeffel, René Jager, Tony Larue, Anicet Le Pors, Georges Lombard, Raymond Marcellin, Jory Molnet, Gaston Pams, Louis Perrein, Christian Poncelet, François Schleiter, Robert Schmitt, Camille Vallin.

Voir les numéros :

Assemblée Nationale (5<sup>e</sup> législ.) : 3120 et annexes, 3131 (tomes I à III et annexe 38), 3152 (tome XVIII) et In-8° 770.

Sénat : 87 (1977-1978).

---

Lois de finances. — Plan - Programmes d'action prioritaires - Centre d'étude des revenus des coûts (CERC) - Centre de recherche et de documentation sur la consommation (CREDOC).

## SOMMAIRE

---

	Pages.
I. — Présentation générale .....	4
II. — Les moyens des services :	
1. — Les crédits de fonctionnement.....	5
2. — Activités des organismes de planification.....	6
III. — Les crédits de subvention.....	9
IV. — Le financement de la recherche en socio-économie.....	11
V. — Les programmes d'action prioritaires : des objectifs non respectés..	14
VI. — Les difficultés rencontrées dans l'exécution du VII <sup>e</sup> Plan.....	16

---

### *Liste des principaux sigles.*

CERC .....	Centre d'étude des revenus et des coûts.
CEPREMAP .....	Centre d'étude prospective d'économie mathématique appliquées à la planification.
CORDES .....	Comité d'organisation de recherches appliquées sur le développement économique et social.
CREDOC .....	Centre de recherche et de documentation sur la consommation.

---

Mesdames, Messieurs,

L'examen du projet de budget du Commissariat général du Plan pour 1978 intervient au moment où le VII<sup>e</sup> Plan entre dans sa troisième année d'application.

Les moyens dont disposera cette année le Commissariat général du Plan apparaissent modestes, voir dévalués. C'est, sur le plan financier, la traduction de la place marginale que tient aujourd'hui la planification dans la définition des objectifs économiques et sociaux à moyen terme, ce qui conduit à une affectation budgétaire égale à 1/10 000 du budget général à l'organisme central : le Commissariat général du Plan, et à ses organismes satellites : CERC, CORDES, CREDOC.

Cette constatation a conduit votre rapporteur, au-delà de l'examen des crédits du Commissariat général du Plan, à vous faire part de quelques considérations sur l'exécution des programmes d'action prioritaires retenus par ce VII<sup>e</sup> Plan et plus généralement sur les réalisations du Plan en cours dont le Commissariat général du Plan est l'instrument principal de conception et de contrôle d'exécution.

### I. — Présentation générale.

La dotation inscrite à la section V des Services du Premier Ministre « Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité » passe en crédits de paiement de 43,4 millions de francs en 1977 à 45,1 millions de francs en 1978, soit une augmentation de 3,9%. Cette faible progression représente en francs constants une sensible dévaluation.

NATURE DES DEPENSES	1977	1978
	(En millions de francs.)	
<b>TITRE III. — Moyens des services.</b>		
Dépenses de personnel.....	18,6	20,8
Matériel et fonctionnement des services.....	4,2	4,7
Travaux et enquêtes.....	5,9	5,6
<b>Total titre III.....</b>	<b>28,7</b>	<b>31,1</b>
<b>TITRE IV. — Subventions.</b>		
Subvention au C R E D O C (1).....	3,9	4,21
<b>TITRE VI. — Subvention d'équipement.</b>		
Recherches en socio-économie.....	10,8	9,8
<b>Total général.....</b>	<b>43,4</b>	<b>45,1</b>

(1) Centre de recherche et de documentation sur la consommation.

Ces crédits peuvent être classés en trois catégories :

— les crédits de fonctionnement du Commissariat général du Plan et de deux organismes qui lui sont directement rattachés : le Centre d'étude des revenus et des coûts (C E R C) et le Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social (C O R D E S) ;

— les crédits destinés au versement de subventions. Depuis 1976, seule subsiste la subvention au Centre de recherche et de documentation sur la consommation (C R E D O C) ;

— les crédits consacrés au financement des recherches en socio-économie conduites sous l'égide du Commissariat général du Plan et du C O R D E S.

## II. — Les moyens des services.

	1977	1978
	(En millions de francs.)	
Commissariat général du Plan.....	21,0	22,6
Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) .....	6,4	7,2
Comité d'organisation de recherche en socio- économie (CORDES).....	1,2	1,3
<b>Total .....</b>	<b>28,6</b>	<b>31,1</b>

1. — Les crédits de fonctionnement de ces trois organismes, inscrits au Titre III, passent de 28,6 millions de francs en 1977 à 31,1 millions de francs en 1978, soit une progression de 8,9 % dont :

— 1,9 million de francs de mesures acquises, essentiellement l'incidence en année pleine, des mesures de revalorisations des rémunérations publiques prévues jusqu'au 31 décembre 1977 ;

— 698 627 F de mesures nouvelles intéressant la situation des personnels et permettant un ajustement aux besoins.

Les principales mesures nouvelles sont les suivantes :

— les mesures nouvelles n° 01-12-02, 02-12-01 et 03-12-01 destinées à financer les mesures de revalorisation des rémunérations publiques prévues en 1978 ;

— des mesures d'ajustement aux besoins d'un montant global de 434 967 F qui s'analysent comme suit :

a) Commissariat générale du Plan :

— la mesure n° 01-13-01 (+ 85 045 F) consiste en un ajustement aux besoins des crédits de frais de déplacement du Commissariat général du Plan ;

— la mesure n° 01-13-02 (+ 34 900 F) permet un ajustement aux besoins des crédits de remboursement à diverses administrations.

b) CERC :

— la mesure 02-13-01 (+ 210 986 F) vise à ajuster aux besoins les crédits de vacations du CERC ;

— la mesure 02-15-01 (— 91 000 F) concerne les économies réalisées sur les crédits alloués au CERC pour « travaux et enquêtes ».

**c) CORDES :**

Les mesures 03-13-01 (+ 3 000 F) et 03-12-02 (+ 6 000 F) sont destinées à ajuster aux besoins les crédits de remboursement de frais à diverses administrations et les crédits de frais de déplacement.

Les effectifs de ces trois organismes se répartissent ainsi :

EFFECTIFS	1977	1978
Commissariat général du Plan.....	190	188
CERC .....	41	41
CORDES .....	7	7
<b>Total .....</b>	<b>238</b>	<b>236</b>

Douze emplois de contractuels ont été créés en 1977 au CERC, et un emploi de contractuel au CORDES. En 1978, six emplois de titulaires seraient supprimés au Commissariat du Plan, un emploi d'agent contractuel transformé en un emploi d'agent de service titulaire ; quatre emplois de contractuels seraient créés.

**Ventilation titulaires/non-titulaires.**

	1977	1978
Titulaires .....	60	55
Contractuels et temporaires.....	178	181
<b>Total .....</b>	<b>238</b>	<b>236</b>

Le nombre des personnels contractuels et temporaires s'accroît en 1978. Une telle proportion de non-titulaires pour assumer des fonctions aussi évidemment de service public ne peut manquer de surprendre.

**2. — Les activités de ces organismes.**

a) Le Commissariat général du Plan anime et coordonne les travaux et études nécessaires à la préparation du Plan d'équipement dont il suit également l'application, ces fonctions étant évidemment indissociables.

Les moyens dont il dispose pour mener à bien sa mission apparaissent chaque année plus réduits. Les crédits « Travaux et enquêtes » du Commissariat inscrits à l'article 10 du chapitre 34-04 sont passés de 4,8 millions de francs en 1976, à 4,5 millions de francs en 1977. Ils s'élèvent en 1978 à 4,4 millions de francs. Le Commissariat général déclare qu'il estime pouvoir réduire le montant de certaines dotations qui avaient été fortement augmentées en vue de la préparation du VII<sup>e</sup> Plan, sans compromettre le fonctionnement normal du service.

On ne peut manquer d'être perplexe devant l'ampleur nationale de la mission et la faiblesse des crédits, en régression réelle d'année en année.

b) Le Centre d'étude des revenus et des coûts (C E R C) créé en 1966 et placé auprès du Commissariat du Plan a comme mission première d'effectuer des études sur le niveau et l'évolution des revenus, des prix et des coûts. Il publie régulièrement ces études dans sa revue trimestrielle *Documents du C E R C*.

Depuis le mois d'octobre 1976, sa mission a été étendue par le décret n° 76-913 et il a reçu de nouvelles directives afin de préparer la rédaction d'un rapport périodique de synthèse sur les revenus en France.

Le bilan d'activité du C E R C depuis un an doit donc être examiné en fonction de cette double mission, l'une « traditionnelle », l'autre « nouvelle ».

#### I. — Etudes conduites depuis octobre 1976.

##### A. — Textes achevés et imprimés.

Sous forme d'un numéro des *Documents du C E R C* :

— étude intitulée : « La participation des salariés aux fruits de l'expansion, modes de calcul de la réserve spéciale de participation, formules de répartition », *Documents du C E R C* (n° 31, 3<sup>e</sup> trimestre 1976) 70 pages ;

— étude intitulée : « Les revenus des médecins libéraux conventionnés 1971-1976 », *Documents du C E R C* (n° 32, 4<sup>e</sup> trimestre 1976) 224 pages ;

— études intitulées : « Connaissance et opinions des Français : ce qu'ils savent des mécanismes de prix » (\*), *Documents du C E R C* (n° 33/34, 1<sup>er</sup> trimestre 1977) 138 pages.

##### B. — Etude achevée et remise à l'impression.

« Le coût de l'hospitalisation » (1<sup>re</sup> partie), *Documents du C E R C* (n° 35/36), 2<sup>e</sup> trimestre 1977 ; parution octobre 1977.

C. — *Etudes présentées sous forme d'exemplaires ronéotés (septembre 1977).*

« Analyse et explication de l'évolution du prix des viandes depuis une quinzaine d'années » ;

« Connaissance et opinions des Français sur les prix » : comment ils perçoivent les évolutions des prix à la consommation (\*\*).

Ces deux études ont été soumises au Conseil du CERC le 20 septembre et seront publiées dans les deux dernières livraisons trimestrielles des Documents du CERC de 1977.

D. — *Etudes en cours d'achèvement.*

Achèvement à court terme (1<sup>er</sup> semestre 1978) :

Le coût de l'hospitalisation (2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> parties) : hospitalisation publique et privée ;

Achèvement à moyen terme :

... Enquête sur les revenus des non-salariés.

E. — *Etudes en projet.*

Projets agréés par le Conseil du CERC qui seront réalisés au cours de l'année 1978 :

1. — Les revenus des agriculteurs ;
2. — Les revenus des dirigeants salariés des sociétés ;
3. — Etudes des patrimoines.

II. — *Rapport sur les revenus.*

La préparation, la conception et la rédaction du premier rapport périodique de synthèse sur les revenus en France ont été conduites par le CERC sous la direction du Président Vedel, du Rapporteur général, M. de Marcillac, et du Rapporteur adjoint désigné à cet effet M. René Padieu.

Ce rapport sur les revenus devait être achevé à la fin du mois d'octobre (il comprendra environ 250 pages dactylographiées). Il sera ensuite édité dans le courant du mois de novembre, d'une part, sous forme d'un numéro spécial des Documents du CERC, d'autre part, sous forme d'un livre financé par un éditeur du secteur privé.

c) Le Comité de recherches appliquées sur le développement économique et social (C O R D E S) créé en 1970 a pour mission d'assurer une meilleure concertation des programmes d'études et de recherches et d'encourager grâce à des crédits propres les recherches particulièrement importantes.

La liste des études programmées figure page 11.

### III. — Les crédits de subvention.

Les crédits du titre IV constituent en une subvention inscrite au chapitre 41-11 allouée au Centre de recherche et de documentation sur la consommation (C R E D O C), association à but non lucratif de la loi de 1901.

Le montant de la subvention s'élève en 1978 à 4,2 millions de francs (3,9 millions de francs en 1977), soit une progression de 8 %. La mesure nouvelle n° 01-17-01 (+ 239 500 F) réalise un ajustement aux besoins de cette subvention.

Cette progression des crédits sera insuffisante pour combler le déficit important que connaît cet organisme.

#### Budget du C R E D O C pour 1978.

(En milliers de francs.)

DEPENSES		RECETTES	
<b>I. — Exploitation.</b>			
Rémunérations .....	5 900	Prestations de services.....	6 350
Charges sociales.....	2 900	— contrats signés.....	3 963
Autres frais directs.....	2 380	— contrats assurés....	410
Enquêtes et personnel ext.....	500	— contrats en négociation (comptés à 80 %) .....	72
Indemnités de licenciement.....	120	— projets (comptés à 50 %) .....	1 060
		— travaux en cours fin 1976 .....	— 314
		— avances reçues fin 1976 .....	1 059
		— recettes diverses...	100
		Subvention d'exploitation.....	3 975
		Subvention de restructuration...	200
		Recettes à trouver.....	1 275
	<b>11 800</b>		<b>11 800</b>
<b>2. — Redressement et équipements éventuels.</b>			
Renouvellement équipement....	140	Recettes supplémentaires à trouver .....	490
Résorption sur cinq ans du déficit 1976.....	350		
	<b>12 290</b>		<b>12 290</b>

Devant l'Assemblée Nationale, le Secrétaire d'Etat à la Recherche a rappelé que depuis de nombreuses années, le financement des activités du CREDOC n'avait pu être assuré sans l'octroi de subventions complémentaires. Au début de 1975, une tentative de consolidation a été engagée. Les exercices 1976 et 1977 n'ont pas permis de rétablir la situation et les premières perspectives pour 1978 ne laissent pas entrevoir d'amélioration significative. Le Ministre de l'Economie et des Finances a demandé en conséquence au Commissaire au Plan, Président du CREDOC, de prendre des dispositions pour porter remède à cette situation. Le CREDOC devra inévitablement procéder à des licenciements.

Votre rapporteur tient à souligner la gravité de cette situation. Le licenciement d'équipes de chercheurs hautement qualifiés n'est pas une solution acceptable compte tenu de l'insuffisance des recherches socio-économiques actuellement menées.

#### IV. — Le financement de la recherche en socio-économie.

Ces crédits sont inscrits au Titre VI des dépenses en capital. La dotation passe pour les autorisations de programme de 11,28 millions de francs en 1977 à 10,68 millions de francs en 1978 (— 5,5 %) et pour les crédits de paiement de 10,78 millions de francs en 1977 à 9,78 millions de francs en 1978 (— 9 %).

Le crédit de 9,1 millions de francs inscrit au chapitre 66-01 (autorisations de programme demandées pour 1978) sera utilisé, d'une part, pour financer les activités de recherche du Centre d'étude prospective d'économie mathématique appliqué à la planification (CEPREMAP) (3,6 millions de francs) dont l'ensemble des travaux sont considérés comme prioritaires par le VII<sup>e</sup> Plan dans le cadre du programme d'action prioritaire n° 25 : « renforcer le potentiel scientifique du pays », d'autre part, pour engager les contrats de recherche confirmés au nouveau programme d'action du CORDES.

Le programme de recherche du CORDES en cours de réalisation définit des domaines de recherche qui entrent tous dans le champ des priorités du PAP n° 25 :

##### 1. — *Rapports internationaux et économie mondiale.*

Impact des prix à l'étranger et du taux de change sur les prix et le niveau des prix en France.

Centre et périphérie en agriculture. Les cas argentin et brésilien.

L'engineering et la formation du capital dans les industries mécaniques. Comparaison des cas français et allemand.

Mobilité sociale, croissance économique et différenciations socio-économiques en Europe orientale.

##### 2. — *Système productif et rapports sociaux.*

Choix des techniques et planification de l'environnement. Le cas de l'agriculture française.

Etude des caractéristiques et des performances des stratégies de diversification, oblique des entreprises françaises (comparées aux autres modes de développement des entreprises).

Participation des PMI aux processus de transfert de technologie et modification de leur place dans le système productif.

Analyse économique et financière des opérations de fusion-absorption menées par les entreprises françaises (1962-1974).

Les formes du changement de l'espace industriel : asymétrie des effets de la croissance et de la récession.

Le rôle des biens d'équipement dans l'exercice de l'effet de domination technologique.

.. Développement industriel et changement social dans l'espace de la communauté urbaine Le Creusot-Montceau-les-Mines (xix<sup>e</sup> et xx<sup>e</sup> siècles).

Les modèles technico-économiques de développement des exploitations agricoles.

.. Récession, menaces sur le travail et sur l'emploi, et modes d'action ouvrière.

.. Survivance ou transformation de l'artisanat dans la France d'aujourd'hui.

.. Etude des attitudes et comportements des employés de bureau.

Les processus de licenciement, reclassement comme révélateurs du fonctionnement d'un « tissu » industriel.

Une analyse micro-économique de la mobilité spatiale du travail.

L'apprentissage sous contrat en France. Analyse socio-économique du phénomène, et de sa réurgence après la loi du 16 juillet 1971.

### 3. — Conditions de vie, inégalités, socialisation.

Etude des relations entre les soins médicaux et l'offre des services médicaux : la consommation en fonction de l'offre.

Perception et vécu des changements sociaux ; des retraités d'aujourd'hui parlent de la crise de 1929.

Processus d'acculturation et dispositifs institutionnels d'hygiène mentale. Propositions pour une intervention démedicalisée.

Etude des relations entre les comportements économiques des ménages et certains aspects de la dégradation des conditions de l'emploi.

Marginalisation des populations jeunes et âgées des établissements hospitaliers de long séjour.

Crise de société et nouveaux « remèdes » : la « libération » des rapports humains par les pratiques de groupes de rencontre et de créativité.

Conversions économiques, changement social, et transformations des structures religieuses, dans l'Ouest de la France.

.. Recherche sur la relation éducative, dans le cas d'enfants « déviants » : les enfants autistiques.

### 4. — Efficacité économique, régulation sociale, planification.

.. Recherches sur les fondements de la macroéconomie quantitative.

Fondements du rôle de l'information dans la vie économique.

Les effets de la politique gouvernementale sur les comportements financiers des sociétés d'assurances.

Les nouveaux rapports de propriété qui apparaissent à la faveur des opérations de restructuration industrielle.

Marché immobilier et interventions publiques : recherche sur les intervenants et la rentabilité, pour la ville d'Orléans.

.. Etude comparative des planifications sociales : recherche préliminaire.

Analyse et évaluation d'une modalité de contrôle social en milieu urbain : fonctions des équipements collectifs.

Le système local des besoins : le rapport associations/institutions municipales.

.. Développement économique et mouvements régionalistes en France : le cas de la Corse (deuxième phase).

Enfin, les recherches suivantes ont été également acceptées en raison de leur qualité et de leur intérêt spécifique :

Analyse de l'hétérogénéité sociale au cours d'événements de longue durée : le fonctionnement des médias et leur enjeu social.

Systemes de représentation du corps et groupes sociaux.

Enfin, le CORDES a assuré l'analyse et la diffusion des résultats, dans le cadre de son Rapport d'activité, d'un certain nombre de recherches financées antérieurement.

L'énumération ainsi faite ne traduit pas, aux yeux de votre rapporteur, une politique des études économiques et sociales très structurée et le conduit à s'interroger sur la réelle importance de certains thèmes retenus. Il semble que l'on aboutisse à un certain saupoudrage de crédits d'études aux résultats incertains. La question mérite d'autant plus d'être évoquée qu'aucune liaison ne semble être réellement établie entre ces recherches et celles qui sont menées dans l'administration économique dont le potentiel n'est pas toujours utilisé de façon optimale.

Cette situation et la diminution constatée des crédits de paiement qui ne permettront pas en 1978 de financer les autorisations de programme demandées, sont en réalité le reflet de la désaffection du Gouvernement vis-à-vis de la planification et de son choix en faveur d'une gestion à court terme de la crise.

### V. — Programmes d'action prioritaires : des objectifs non respectés.

a) Le VII<sup>e</sup> Plan comporte un ensemble d'engagements précis rassemblés dans vingt-cinq programmes d'action prioritaires.

Le tableau ci-dessous, publié dans le « Rapport d'exécution du VII<sup>e</sup> Plan » présenté en annexe au projet de loi de finances pour 1978, révèle de nombreux retards.

PROGRAMMES D'ACTION prioritaires.	1976 en francs 1976.	1977 en francs 1977.	1978 en francs 1978.	DOTATIONS 1976 + 1977 + 1978 en francs 1975.	RAPPEL total VII <sup>e</sup> Plan en francs 1975.	TAUX d'exécution budgétaire en pourcentage.
(En millions de francs.)						
1. Production agricole.....	739	699	782	1 869	3 378	55,3
2. Construction .....	(1) 21	(1) 27	(1) 32	67	130	51,5
3. P. M. E. — Artisanat.....	71	129	172	306	816	37,5
4. Téléphone (P. T. T.).....	(18 700)	(24 800)	(25 749)	(57 884)	(104 400)	55,4
5. Désenclavement .....	898	1 665	1 731	3 561	5 790	61,5
6. Mer du Nord-Méditerranée .....	157	179	165	421	1 550	27,2
7. D. O. M. ....	174	225	296	578	1 339	43,1
8. Energie. — Matières premières .....	163	361	418	777	1 530	50,7
9. Exportation .....	306	814	900	1 927	3 780	50,9
10. Emploi. — A. N. P. E. ....	469	608	724	1 500	3 052	49,1
11. Formation des jeunes....	164	480	541	973	1 153	84,3
12. Conditions de travail....	406	483	564	1 213	2 861	42,4
Plus tri postal (P. T. T.)..	(627)	(850)	(873)	(1 964)	(3 330)	(58,9)
13. Inégalités .....	4 409	4 987	5 612	12 570	20 551	61,2
14. Famille .....	130	142	195	389	1 005	38,7
15. Personnes âgées.....	67	78	101	205	480	42,7
16. Prévention .....	805	956	1 167	2 444	4 000	61,1
17. Justice .....	159	186	212	467	837	53,7
18. Consommation .....	360	413	472	1 042	1 900	54,8
19. Hôpitaux .....	523	601	613	1 458	3 729	39,1
20. Sécurité routière.....	166	194	197	467	(2) 899	51,9
21. Ville .....	1 632	2 247	2 948	5 666	12 849	44,1
22. Patrimoine architectural..	173	175	255	503	959	52,5
23. Zones rurales.....	554	724	821	1 751	2 925	59,8
24. Patrimoine naturel.....	294	332	399	857	2 208	38,8
25. Recherche .....	1 819	2 168	2 512	5 431	10 489	51,7
<b>Total (hors P. T. T.)..</b>	<b>14 949</b>	<b>18 873</b>	<b>21 829</b>	<b>46 442</b>	<b>(2) 88 210</b>	<b>52,6</b>
<b>P. T. T. ....</b>	<b>19 327</b>	<b>25 650</b>	<b>26 622</b>	<b>59 848</b>	<b>107 730</b>	<b>53,5</b>
<b>Total général....</b>	<b>34 276</b>	<b>43 523</b>	<b>48 451</b>	<b>106 290</b>	<b>165 940</b>	<b>54,2</b>

(1) Y compris les crédits correspondants dans l'enveloppe recherche, qui s'élèvent à 8 millions de francs en 1976, 9 millions de francs en 1977 et 11 millions de francs en 1978.

(2) Compte non tenu des crédits provenant du budget « Gendarmerie » (140 millions de francs pour le programme « Sécurité routière » au cours du VI<sup>e</sup> Plan).

Quatre programmes connaissent un taux d'exécution budgétaire supérieur à 60 % :

— programme n° 16 : « Développer la prévention et l'action sociale volontaire » réalisé à 61,1 % ;

— programme n° 13 : « Assurer l'égalité des chances par l'éducation et la culture » réalisé à 61,2 % ;

— programme n° 5 : « Désenclaver l'Ouest, le Sud-Ouest et le Massif central » réalisé à 61,5 % ;

— programme n° 11 : « Améliorer la formation professionnelle des jeunes » réalisé à 84,3 %.

Cinq programmes ont un taux d'exécution inférieur à 40 % :

— programme n° 19 : « Humaniser les hôpitaux » réalisé à 39,1 % ;

— programme n° 24 : « Défendre le patrimoine naturel » réalisé à 38,8 % ;

— programme n° 14 : « La nouvelle politique de la famille » réalisé à 38,7 % ;

— programme n° 3 : « Favoriser le développement des entreprises petites et moyennes et de l'artisanat » réalisé à 37,5 % ;

— programme n° 6 : « Assurer la liaison fluviale Mer du Nord-Méditerranée » réalisé à 27,2 %.

Votre rapporteur tient à souligner les retards particulièrement importants de certains programmes et le retard d'ensemble des P A P dont le taux d'exécution financière pour les trois premières années d'exécution du VII<sup>e</sup> Plan est de 54,2 % (52,6 % hors P T T).

b) L'exécution des *programmes d'initiative régionale ou locale* (P A P I R) apparaît encore moins satisfaisante. Le texte du Plan fixait à 20 milliards de francs l'enveloppe des moyens financiers susceptibles d'être affectés par l'Etat à la réalisation de ces programmes d'initiative décentralisée. Les premiers engagements de l'Etat ne sont que de l'ordre de 5 milliards de francs.

Le rapport d'exécution précise que le taux d'exécution à la fin de 1978 devrait être de l'ordre de 45 % donc plus faible que celui des programmes nationaux (54,2 %).

## **VI. — Les difficultés rencontrées dans l'exécution du VII<sup>e</sup> Plan.**

Le rapport d'exécution élaboré par le Commissariat général du Plan met en évidence des écarts importants entre, d'une part, les prévisions et objectifs affichés pour le VII<sup>e</sup> Plan et, d'autre part, les constatations faites en 1976 et 1977 et les prévisions pour 1978.

Votre rapporteur se limitera à quatre observations majeures :

### **1. — La croissance de l'économie est bien plus lente que celle qui avait été prévue.**

Le taux de croissance de la production intérieure brute retenu par le VII<sup>e</sup> Plan est de 5,7 % par an en moyenne et celui de la production industrielle de 7,3 % par an.

Le produit intérieur brut marchand s'est accru de 5 % en 1976 et de 3 % en 1977 et devrait augmenter de 4,5 % en 1978, selon le Rapport économique et financier.

L'indice trimestriel de la production industrielle (base 100 en 1970) est passé de 117 au quatrième trimestre de 1975, à 125 à la fin de 1976 et a atteint 129 au premier trimestre de 1977. Au début de cette année, la production industrielle retrouve son niveau de 1974. Les premiers éléments d'information concernant l'indice du second trimestre de cette année montrent que la production n'augmentait plus dans le courant du printemps.

### **2. — Le chômage s'est aggravé et les perspectives de l'emploi demeurent sombres.**

Un des principes directeurs du VII<sup>e</sup> Plan est la mise en œuvre de l'ensemble des politiques en vue du plein emploi.

Les recommandations formulées dans le Plan en ce qui concerne notamment la stabilisation des jeunes accédant à un premier emploi et la maîtrise du travail temporaire n'apparaissent pas réalisées.

Les demandes d'emploi non satisfaites s'élevaient à 1 009 682 en décembre 1975, à 1 036 889 en décembre 1976 et à 1 100 200 en octobre 1977. Les prévisions pour 1978 ne permettent pas d'envisager un rétablissement rapide de cette situation.

### 3. — L'inflation demeure préoccupante.

La hausse des prix est toujours aussi vive. Le VII<sup>e</sup> Plan prévoit une croissance du prix de la production intérieure brute de 7,5 % par an.

En 1975, la hausse du prix du produit intérieur brut marchand a atteint 12,5 % et, en 1976, 9,4 %. Les prévisions pour 1977, qui permettaient d'envisager une évolution de 8 %, étaient fondées sur un ralentissement de la hausse des prix au second semestre qui ne s'est pas produit. En conséquence, le rapport économique et financier présenté en annexe du projet de loi de finances pour 1978 prévoit une progression de 9,1 % en 1977.

Dès lors, les prévisions ou les objectifs affichés pour 1978, de l'ordre de 7,8 %, semblent des plus aléatoires.

### 4. — Le déficit extérieur persiste.

L'objectif retenu par le VII<sup>e</sup> Plan est le retour, d'ici à 1980, à un équilibre durable de notre balance des paiements.

Les résultats des trois dernières années, les prévisions pour 1977 et les perspectives pour 1978 sont inquiétants.

En 1974, le déficit de notre balance des paiements courants s'élevait à 28,7 milliards de francs. Il était de 0,3 milliard de francs en 1975 et de 29 milliards de francs en 1976. Les prévisions pour 1977 conduisent à envisager un déficit de 16 milliards de francs. En 1978, malgré une amélioration du solde de la balance des biens et services, un fort déficit devrait persister.

..

Il apparaît tout à fait pertinent à votre rapporteur de rapprocher ces écarts considérables entre les prévisions ou les objectifs et les réalisations sur des points essentiels de la situation économique, des moyens affectés dans le présent budget aux organismes

de planification. Certes, l'insuffisance des crédits n'explique pas à elle seule l'échec de la politique décrite par le VII<sup>e</sup> Plan. La crise est la cause essentielle de l'absence de maîtrise des principaux paramètres de la politique économique. Il n'en demeure pas moins que la gestion des affaires publiques requiert dans une société développée telle que la nôtre, des moyens d'étude et de programmation sans rapport avec ceux qui sont prévus par le présent budget.

\*  
\*\*

Sous le bénéfice des observations contenues dans le présent rapport, votre Commission des Finances, dans sa majorité, soumet à l'appréciation du Sénat les crédits des services du Premier Ministre.  
— V. — Commissariat général du Plan et de la productivité pour 1978.